



Le but des négociations est de **supprimer tout ce qui entrave la libre concurrence dans le domaine des activités de service** comme la santé, l'éducation, l'eau, la recherche, les transports, la sécurité sociale ...

**Ce qui conduira inéluctablement à leur privatisation totale !**

**Accepterons-nous que les multinationales s'emparent de notre propriété commune ?**

La commission européenne, qui négocie ce traité en notre nom, est en train de légitimer **le contrôle de l'action des Etats** dans le domaine de l'intérêt général **par la finance et les multinationales.**

**REAGISSONS, SINON BIENTÔT NOUS N'AURONS PLUS LE CHOIX !**



Le but des négociations est de **mettre en place une justice permettant aux firmes multinationales de poursuivre les Etats qui entraveraient leur business.**

Déjà dans le cadre de l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain), le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly attaque le Canada, coupable d'avoir mis en place un système de brevets qui rend certains médicaments plus abordables.

Les peuples vont perdre leur capacité à décider souverainement de leurs lois.

**L'accord s'appliquera également au niveau régional, départemental et local.**

Une entreprise pourra réclamer des dommages et intérêts à une mairie si un arrêté municipal menace de faire baisser sa rentabilité potentielle, même si cet arrêté vise à faire baisser la pollution, par exemple, et ainsi limiter les cancers.

**Accepterons-nous la prééminence des intérêts privés sur l'intérêt général ?**

**REAGISSONS, SINON BIENTÔT NOUS N'AURONS PLUS LE CHOIX !**

**Et la démocratie  
dans tout ça ?**

Que cela se passe en dehors du cadre démocratique n'est pas étonnant.

Déjà, en 1999, David Rockefeller dans Newsweek, déclarait :  
« **Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire.** »

Journalistes et citoyens sont délibérément mis à l'écart des discussions : ils seront informés en temps utile, à la signature du traité, lorsqu'il sera trop tard pour réagir. Le Parlement européen devra se prononcer sur ce traité, les Parlements nationaux, aussi, peut-être ; ils sont actuellement tenus à l'écart du déroulement des négociations, seuls les gouvernements (comité 207) en sont informés. **Ce sont les firmes américaines ainsi que les multinationales européennes et leurs lobbies qui sont à l'origine de 65% de l'écriture du mandat ; ils sont donc aux aguets.**

"**Tout va très bien pour les riches ... C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner.**" W. Buffet (homme d'affaire nord-américain)

**Non à ce traité contre les peuples !**

**Mobilisons-nous !**

Tract réalisé par Attac87

[www.local.attac.org/attac87](http://www.local.attac.org/attac87) - [attac87@attac.org](mailto:attac87@attac.org)

IPNS – Ne pas jeter sur la voie publique – Merci !  
Mars 2014



**Stop TAFTA**  
**Non au Grand Marché Transatlantique**

Depuis juillet 2013, l'Union Européenne et les USA négocient dans le plus grand secret un accord de Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement (PTCI ou TAFTA en anglais).

**Appréciez-vous le bœuf  
aux  
hormones ?**

**Aimez-vous le  
poulet désinfecté  
au chlore ?**

**Souhaitez-vous une  
protection sociale  
au rabais ?**

**Voulez-vous  
du gaz de  
schiste ?**

Le but des négociations est **d'abolir les barrières douanières**, mais aussi **les barrières non tarifaires**, c'est-à-dire **toutes les réglementations publiques** qui pourraient être considérées comme un obstacle au commerce. Ainsi, le niveau de **nos règles de sécurité alimentaire**, plus strictes que les normes américaines ou internationales (niveaux de pesticides, contamination bactérienne, additifs toxiques, OGM, etc.) **devra être abaissé**. **Nos normes salariales, sociales, sanitaires, environnementales, sont également concernées.**

**REAGISSONS, SINON BIENTÔT NOUS N'AURONS PLUS LE CHOIX !**